

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
DDT/DDTM (ex-DDAF), DDPP/DDCSPP (ex-DDSV), DRAAF
Enseignement technique et supérieur agricole public
ASP – Haras Nationaux – FranceAgriMer – ONF - AFSSA - IFN



Communiqué

Depuis l'interpellation au Salon de l'Agriculture du Ministre Bruno Le Maire le 2 mars 2010, un mouvement inédit des personnels du MAAP, inter-service (enseignement, services déconcentrés, établissements publics...) et unitaire (FSU-CGT-SUD) va s'amplifiant.

Au Ministère de l'Agriculture et dans ses établissements publics, les personnels et leurs organisations syndicales représentatives ont clairement passé le stade de « l'inquiétude » et nous sommes rendus bien au-delà d'un problème de « pédagogie et de communication adaptées » sur les contre-réformes en cours (RGPP, réformes des lycées,...). Suppressions massives et continues d'emplois, remise en cause des missions, mutualisation de la pénurie sous couvert de bonne gestion, fermetures d'établissements, de classes...

La casse des services publics s'accompagne fatalement par la déstructuration de l'emploi public. Ainsi, les personnels du Ministère de l'Agriculture sont de plus en plus précarisés : CDD et vacations fleurissent, en lieu et place de titulaires, mais aussi l'externalisation se développe, à travers les prestations d'entreprises privées ou le recours à l'intérim.

En résumé, nous assistons à un sabotage de nos services, de nos emplois et de nos missions, et nous avons collectivement décidé d'exiger que cette casse s'arrête sans délai.

C'est ce message que plusieurs centaines d'agents du MAAP ont martelé durant les mois d'avril et mai en occupant tour à tour une dizaine de DRAAF sur l'ensemble du territoire national. Ces actions déterminées ont obligé Bruno Le Maire à ouvrir 4 chantiers de négociations sur la précarité, le blocage des carrières, les conditions de travail et les missions.

En revanche, le Ministre a « tenu la ligne » gouvernementale concernant les suppressions d'emplois dans la fonction publique. Politique tellement assumée, qu'il s'est refusé à mettre les chiffres concernant son ministère sur la table... alors même que le Premier Ministre à l'Assemblée avait annoncé quelques jours auparavant que les ministres venaient de recevoir leur lettre de cadrage.

Pour l'Intersyndicale du MAAP (FSU, CGT, SUD), cette posture est inacceptable, obérant de fait l'espace de négociation en passe de s'ouvrir, sachant que « se réunir » n'équivaut pas forcément à « négocier », et que pour négocier faut-il encore en avoir les moyens. **En conséquence, nous appelons résolument l'ensemble des personnels du MAAP et de ses établissements publics à un rassemblement revendicatif à Paris le 17 juin 2010.**

Ces actions s'inscrivent pleinement dans les mobilisations interprofessionnelles en cours : appels unitaires des 23 mars et 27 mai derniers, **grève nationale sur les retraites du 24 juin...** avec en toile de fond dans la fonction publique l'ouverture de « négociations » sur **la précarité (22 juin)** et sur **les salaires (25 juin)** et de cadrage budgétaire en cours d'arbitrage pour 2011-2012-2013. **Le temps est assurément à la mobilisation et non au renoncement !**

Notre Ministre a fini le 19 mai par daigner « écouter » la détresse et la colère qui montaient des régions... Il lui reste maintenant à « entendre » nos revendications légitimes. C'est à cette fin que les personnels viennent aujourd'hui à lui sur Paris, pour qu'il s'engage sur l'arrêt des suppressions d'emplois dans l'ensemble des services publics dont il a la responsabilité.

TOUS A PARIS LE 17 JUIN 2010
Rassemblement 10 h Bourse du travail